



ARRÊTÉ DU MAIRE AT 312/25

AUTORISANT UNE COURSE CYCLISTE DANS LE CADRE DU TÉLÉTHON

Le Maire de la Commune de SAINT-JUÉRY, Conseiller Départemental,

VU les articles L 2212.2 et L 2213.2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le code de la Route notamment l'article R 417-10,
VU le Code Pénal notamment les articles R 441-1, R 610-5 et suivants,
VU le Code de l'Environnement notamment les articles L 571-1 à R 571-96,
VU le Code du Sport,
VU l'arrêté Préfectoral du 25 juillet 2000 et notamment l'article 4,

VU la demande SJO Cyclisme désirant organiser une course cycliste dans le cadre des animations du Téléthon le samedi 6 décembre 2025.

CONSIDÉRANT qu'il est l'intérêt général de permettre et d'encadrer le développement des animations se déroulant sur le domaine public.

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'assurer la sécurité de cette animation et de réglementer la circulation et le stationnement.

- ARRÊTE -

Article 1 : Le SJO Cyclisme est autorisé à organiser une course cycliste le samedi 6 décembre 2025 de 14h00 à 17h00.

Article 2 : La circulation avenue Georges Brassens pourra s'effectuer uniquement de l'intersection avec l'avenue E. Andrieu en direction du chemin de l'Albaret.

Article 3 : Le stationnement sera interdit avenue G. Brassens, chemin de l'Albaret et avenue Emile Andrieu le samedi 6 décembre de 14h00 à 17h00.

Article 4 : Des interruptions de circulation seront autorisées si nécessaire. Des signaleurs de l'organisation parfaitement identifiés seront positionnés sur l'ensemble des voies routières traversées par l'itinéraire.

Article 5 : La signalisation et la sécurité nécessaires seront mises en place par les organisateurs.

Article 6 : Cette manifestation sera placée sous l'entière responsabilité des organisateurs qui devront souscrire une assurance couvrant les dommages pouvant être causés aux personnes ou aux biens.

Article 7 : L'espace occupé devra être restitué dans l'état de propreté dans lequel il a été trouvé.

Article 8 : Tout véhicule en stationnement gênant sera susceptible d'être placé en fourrière selon un ordre de réquisition de Monsieur le Maire de Saint-Juéry dans le cadre de ses pouvoirs de Police.

Article 9 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Saint-Juéry dans le délai de deux mois à compter de sa publication et à défaut devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 10 : Le Maire, la Directrice Générale des Services, la Police Municipale de Saint-Juéry, le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SAINT-JUÉRY, le 2 décembre 2025

Le Maire,
David DONNEZ

Publié le :

